

Deze afdeling wordt gerangschikt op het gebied van de landbouwkundige wetenschappen en biologische engineering van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type.

**Art. 2.** Het bekwaamheidsbewijs bepaald in het pedagogisch dossier van de afdeling « Bachelor in landbouwkunde - oriëntatie duurzame en lokale voedselsystemen » (code 102001S33D1) is het « Diploma van « Bachelor in landbouwkunde, oriëntatie duurzame en lokale voedselsystemen » ».

**Art. 3.** Het ministerieel besluit van 16 augustus 2023 betreffende het referentiedossier van de afdeling « Bachelor in landbouwkunde - oriëntatie duurzame en lokale voedselsystemen » (code 102001S33D1) wordt ingetrokken.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 28 augustus 2023.

Brussel, 17 november 2023.

P.-Y. JEHOLET,

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/000025]

### 21 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2020 fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, notamment les articles 21, 6°, et 21/1, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2020 fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre ;

Vu le test genre du 29 septembre 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 9 janvier 2023 ;

Vu l'avis 73.074/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mars 2023 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que l'article 21, 6°, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française impose comme condition de reconnaissance pour une fédération sportive, une fédération sportive non compétitive, une fédération sportive handisport, une association sportive multidisciplinaire et une association sportive handisport de loisir le fait d'avoir un conseil d'administration composé au minimum de sept administrateurs élus par l'assemblée générale de la fédération ou de l'association dont plus de deux tiers des administrateurs ne peuvent être de même sexe ;

Considérant que l'article 21, 6°, du décret du 3 mai 2019 précité stipule que le Gouvernement peut dispenser, temporairement, pour une période de six mois reconductibles maximum deux fois, certaines fédérations ou associations de l'application de cette disposition dans le cas où elles se trouveraient dans une situation particulière, dument motivée, la rendant impossible ou problématique ;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de déterminer le cadre permettant à la fédération ou à l'association de se justifier ;

Considérant le Plan « Sports au féminin 2020-2024 » adopté le 17 novembre 2020, visant en son objectif 3 à assurer une meilleure représentation des femmes dans les instances de décision et postes à responsabilités ainsi que dans l'encadrement ;

Considérant que l'article 21/1 du décret précité impose comme condition de reconnaissance pour une fédération sportive, une fédération sportive non compétitive, une fédération sportive handisport, une association sportive multidisciplinaire et une association sportive handisport de loisir de s'engager à mettre en place un plan de féminisation concernant la pratique sportive, l'encadrement sportif et extra-sportif, la formation et l'arbitrage ;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de fixer les modalités pratiques de ce plan ;

Sur proposition du Ministre-Président, en charge des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2020 fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre est complété par un littéra 6° rédigé comme suit :

« 6° « Plan de féminisation » : le plan de féminisation concernant la pratique sportive, l'encadrement sportif et extra-sportif, la formation et l'arbitrage tel que visé à l'article 21/1, du décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française. ».

#### CHAPITRE 2. — De l'introduction et de l'examen du plan de féminisation

**Art. 2.** L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du même arrêté est complété par ce qui suit :

« L'Administration est informée de toutes modifications relatives au conseil d'administration, dans les 15 jours suivant la réunion de l'Assemblée générale désignant les nouveaux membres. ».

**Art. 3.** L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par un littéra 13° rédigé comme suit :

« 13° « un plan de féminisation. ».

**Art. 4.** L'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par un littera 8° rédigé comme suit :

« 8° « un plan de féminisation. ».

**Art. 5.** L'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par un littera 8° rédigé comme suit :

« 8° « un plan de féminisation. ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre 2/1, comportant les articles 11/1 à 11/4, rédigés comme suit :

« CHAPITRE 2/1. – Des dispenses à la composition du conseil d'administration et du recours y relatif

Art. 11/1. Le Ministre peut accorder une dispense à une fédération ou une association qui ne respecte pas les règles déterminées à l'article 21, 6°, du décret.

Art. 11/2. § 1<sup>er</sup>. La fédération ou l'association introduit une demande de dispense auprès de l'Administration par envoi électronique, dans les dix jours ouvrables qui suivent le changement de composition du conseil d'administration.

La demande de dispense doit s'appuyer sur des éléments de fait ou de droit démontrant qu'il est impossible ou problématique d'appliquer l'obligation visée à l'article 21, 6°, du décret. Elle se base sur les éléments du plan de féminisation.

§ 2. Le Conseil Supérieur se réunit dans les trente jours de la réception de l'envoi par l'Administration et rend un avis dans les 15 jours. Il dispose, pour ce faire, du Plan de féminisation déposé par la fédération ou l'association auprès de l'Administration.

§ 3. Le Ministre prend sa décision endéans les trente jours qui suivent l'avis du Conseil Supérieur. Le délai de six mois mentionné à l'article 21, 6°, du décret court à partir de la date de la décision du Ministre.

Art. 11/3. § 1<sup>er</sup>. Toute demande de reconduction d'une dispense accordée conformément à l'article 11/2, doit être introduite par envoi électronique au plus tard trente jours avant l'expiration de la dispense, sur la base d'une adaptation éventuelle du plan opérationnel mentionné à l'article 4/1, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>. Elle doit être motivée.

§ 2. Toute reconduction d'une dispense est accordée par le Ministre après avis du Conseil Supérieur dans les trente jours qui suivent l'avis du Conseil Supérieur.

Art. 11/4. § 1<sup>er</sup>. Sous peine de nullité, tout recours contre les décisions prises en vertu des articles 11/2, et 11/3 doit être adressé au Ministre au plus tard dans les trente jours calendrier qui suivent la notification de la décision.

§ 2. L'Administration informe la fédération ou l'association sportive, sous pli recommandé à la poste, des date et heure de son audition par le Conseil supérieur.

§ 3. Le Conseil Supérieur se réunit au plus tard dans les trente jours qui suivent la date d'expédition de l'envoi visé au paragraphe 2. Le Conseil Supérieur est tenu de rendre son avis dans les quinze jours qui suivent la date de l'audition. ».

**Art. 7.** L'article 24 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Si la fédération ou l'association ne donne pas suite à la mise en demeure prévue à l'article 32, § 2, du décret, le Ministre peut d'initiative décider à l'encontre de la fédération ou de l'association sportive de diminuer le montant de la ou des subvention(s) visée(s) aux articles 34, 37 et 42 du décret ou de les supprimer pour l'exercice budgétaire suivant l'année où le manquement a été commis. La sanction prise doit être proportionnelle au manquement constaté. ».

**Art. 8.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Préalablement à sa décision, le Ministre informe, par envoi sous pli recommandé à la poste, la fédération ou l'association sportive en cause de son intention de supprimer ou de réduire le montant de la ou des subvention(s) visée(s) aux articles 34, 37 et 42 du décret.

Celle-ci peut faire valoir ses arguments dans un délai de trente jours à dater de l'envoi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Conseil Supérieur est tenu de rendre un avis sur les arguments avancés par l'association ou la fédération sportive endéans les trente jours à dater de l'expiration du délai de trente jours prévu à l'alinéa 2. ».

#### CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 9.** Le Ministre qui a le sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2023.

Le Ministre-Président, en charge des relations internationales, des Sports et de l'Enseignement et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/000025]

**21 DECEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van de georganiseerde sportbeweging, alsook van de subsidies voor de ontwikkeling van topsport en kaderopleiding**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 21, 6°, en 21/1, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van de georganiseerde sportbeweging en tot subsidiëring van de ontwikkeling van de topsport en de kaderopleiding;

Gelet op de gendertest van 29 september 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 22 november 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het advies van de “Conseil Supérieur des Sports” van 9 januari 2023;

Gelet op advies 73.074/4 van de Raad van State, gegeven op 22 maart 2023 bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 21, 6°, van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap als erkenningsvoorwaarde voor een sportfederatie, een niet-competitieve sportfederatie, een gehandicaptensportfederatie, een multidisciplinaire sportvereniging en een recreatieve gehandicaptensportvereniging stelt dat deze moet beschikken over een raad van bestuur bestaande uit ten minste zeven bestuurders, verkozen door de algemene vergadering van de federatie of vereniging, waarvan meer dan twee derde van het aantal bestuurders niet van hetzelfde geslacht mag zijn ;

Overwegende dat artikel 21, 6°, van het voornoemde decreet van 3 mei 2019 bepaalt dat de Regering bepaalde federaties of verenigingen tijdelijk kan vrijstellen van de toepassing van deze bepaling voor een periode van zes maanden, die maximaal twee keer kan worden verlengd, indien zij zich in een bijzondere, naar behoren met redenen omklede toestand bevinden die dit onmogelijk of problematisch maakt ;

Overwegende dat het aan de regering is om het kader vast te stellen dat de federatie of vereniging in staat stelt om zichzelf te rechtvaardigen;

Overwegende het op 17 november 2020 aangenomen plan “Vrouwen in de sport 2020-2024”, dat in doelstelling 3 tot doel heeft te zorgen voor een betere vertegenwoordiging van vrouwen in besluitvormingsorganen en verantwoordelijke ambten, alsook in de omkadering;

Overwegende dat artikel 21/1 van voornoemd decreet als voorwaarde voor erkenning stelt dat een sportfederatie, een niet-competitieve sportfederatie, een gehandicaptensportfederatie, een multidisciplinaire sportbond en een recreatieve gehandicaptensportbond zich ertoe verbinden een plan op te stellen ter bevordering van de deelname van vrouwen aan sport, sport- en niet-sportbegeleiding, opleiding en scheidsrechterswerk;

Overwegende dat het aan de regering is om de praktische details van dit plan vast te leggen;

Op de voordracht van de minister-president, belast met Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van de georganiseerde sportbeweging, alsook van de subsidies voor de ontwikkeling van topsport en kaderopleiding wordt aangevuld met een paragraaf 6° die als volgt luidt:

“6° “Vervrouwelijkingsplan”: het vrouwelijkingsplan betreffende sportbeoefening, sport- en niet-sportbegeleiding, opleiding en scheidsrechterswerk zoals bedoeld in artikel 21/1 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap.”.

#### HOOFDSTUK 2. — *Inleiding en onderzoek van het vrouwelijkingsplan*

**Art. 2.** Artikel 4, eerste lid, 4°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met hetgeen volgt:

“De Administratie wordt op de hoogte gesteld van alle wijzigingen betreffende de Raad van Bestuur binnen 15 dagen na de Algemene Vergadering waarin de nieuwe leden worden benoemd.”.

**Art. 3.** Artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 13° die als volgt luidt:

“13° “een vrouwelijkingsplan”.

**Art. 4.** Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 8° dat als volgt luidt:

“8° “een vrouwelijkingsplan”.

**Art. 5.** Artikel 10, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 8° dat als volgt luidt:

“8° “een vrouwelijkingsplan”.

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 2/1 ingevoegd, bestaande uit de artikelen 11/1 tot 11/4, dat als volgt luidt:

“HOOFDSTUK 2/1. - Vrijstellingen van samenstellingsregels van de Hoge Raad en ermee gerelateerde beroepen

Art. 11/1. De minister kan een vrijstelling verlenen aan een federatie of vereniging die niet voldoet aan de regels bepaald in artikel 21, 6°, van het decreet.

Art. 11/2. § 1. De federatie of vereniging dient binnen de tien werkdagen na de wijziging in de samenstelling van de Raad van Bestuur langs elektronische weg een aanvraag tot vrijstelling in bij de Administratie.

De aanvraag tot vrijstelling moet rusten op feitelijke of juridische bewijzen die aantonen dat het onmogelijk of problematisch is om de verplichting bedoeld in artikel 21, 6° van het decreet toe te passen. Zij baseert zich op de elementen van het vrouwelijkingsplan.

§ 2 De Hoge Raad vergadert binnen dertig dagen na ontvangst van de zending van de Administratie en brengt binnen vijftien dagen advies uit. Hiervoor beschikt hij over het vrouwelijkingsplan dat de federatie of vereniging bij de overheid heeft ingediend.

§ 3 De minister neemt zijn beslissing binnen dertig dagen na het advies van de Hoge Raad. De termijn van zes maanden bedoeld in artikel 21, 6°, van het decreet loopt vanaf de datum van de beslissing van de minister.

Art. 11/3. § 1. Elke aanvraag tot hernieuwing van een vrijstelling verleend overeenkomstig artikel 11/2 moet elektronisch worden ingediend dertig dagen voor het verstrijken van de vrijstelling, op basis van een eventuele aanpassing van het operationele plan bedoeld in artikel 4/1, § 1, 5°. De aanvraag wordt met redenen omkleed.

§ 2 Verlenging van een vrijstelling wordt verleend door de minister na advies van de Hoge Raad binnen dertig dagen na het advies van de Hoge Raad.

Art. 11/4. § 1. Op straffe van nietigheid moet elk beroep tegen beslissingen genomen krachtens de artikelen 11/2 en 11/3 worden gericht aan de minister uiterlijk dertig kalenderdagen na de kennisgeving van de beslissing.

§ 2 De Administratie stelt de sportbond of -vereniging per aangetekende brief in kennis van de datum en het tijdstip van de hoorzitting door de Hoge Raad.

§ 3 De Hoge Raad komt uiterlijk dertig dagen na de datum van verzending van de in paragraaf 2 bedoelde brief bijeen. De Hoge Raad dient binnen vijftien dagen na de datum van de hoorzitting advies uit te brengen.

**Art. 7.** Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Art. 24. Indien de federatie of vereniging geen gevolg geeft aan de ingebrekestelling bedoeld in artikel 32, § 2, van het decreet, kan de minister uit eigen initiatief beslissen het bedrag van de subsidie(s) bedoeld in de artikelen 34, 37 en 42 van het decreet te verminderen of in te trekken voor het boekjaar dat volgt op het jaar waarin de inbreuk is gepleegd. De opgelegde sanctie moet in verhouding staan tot de vastgestelde inbreuk.”.

**Art. 8.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

“Voorafgaand aan zijn beslissing stelt de minister de betrokken sportfederatie of -vereniging bij aangetekende brief in kennis van zijn voornemen om het bedrag van de subsidie of subsidies, bedoeld in de artikelen 34, 37 en 42 van het decreet, in te trekken of te verlagen.

Deze kan zijn argumenten indienen binnen dertig dagen na de in lid 1 bedoelde toezending.

De Hoge Raad brengt binnen dertig dagen na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn van dertig dagen advies uit over de door de sportvereniging of sportbond aangevoerde argumenten.”.

#### HOOFDSTUK 3. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 9.** De minister bevoegd voor sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/48772]

#### 21 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du plan d'évaluations externes non certificatives dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire (2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du

3 mai 2019, l'article 1.6.3-5 ;

Vu le test genre du 26 septembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 9 novembre 2023 au sein du Comité de secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné ;

Vu le protocole de négociation du 9 novembre 2023 au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu l'avis des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire donné le 9 novembre 2023, en application de l'article 1.6.6-3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 4 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.013/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 4 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la proposition de calendrier la Commission des évaluations du 4 juillet 2023 quant au plan triennal de l'ensemble des évaluations externes non certificatives organisées dans le degré supérieur de l'enseignement secondaire ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le plan triennal d'évaluations externes non certificatives est arrêté comme suit :

- en 2024-2025 : une évaluation en lecture dans toutes les classes de 5<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire ;

- en 2025-2026 : une évaluation de la compréhension à l'audition et à la lecture en langue moderne I dans toutes les classes de 5<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire ;

- en 2026-2027 : une évaluation en mathématiques dans toutes les classes de 5<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire ordinaire.

**Art. 2.** Il est laissé aux Conseils de classe des établissements d'enseignement spécialisé la liberté d'apprécier quels sont les élèves qui sont soumis à l'évaluation externe en fonction des apprentissages scolaires atteints par chacun.

**Art. 3.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 octobre 2020 portant approbation du plan triennal d'évaluations externes non certificatives en humanités générales et technologiques et en humanités professionnelles et techniques (2021-2022, 2022-2023, 2023-2024) est abrogé.